

# Incertitude sur l'issue du référendum irlandais le 31 mai sur le pacte budgétaire européen

de Corinne Deloy

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

Les Irlandais sont appelés aux urnes le 31 mai prochain pour se prononcer sur le pacte budgétaire européen, appelé traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par les chefs d'Etat et de gouvernement de 25 Etats membres de l'Union européenne (sauf le Royaume-Uni et la République tchèque). Le pacte budgétaire européen entrera en vigueur dès sa ratification par au moins 12 États membres.

L'Irlande est le seul pays à soumettre le pacte budgétaire européen à référendum. En outre, le vote sera unique car Dublin ne disposera en effet d'aucun droit de veto sur ce traité européen. Le ministre de l'Agriculture Simon Coveney, directeur de campagne du Fine Gael, a répété que la consultation populaire était un vote unique. « Les seuls à souffrir d'un vote « non » seront les Irlandais » a-t-il déclaré.

Le Fine Gael (FG), parti du Premier ministre Enda Kenny, le Parti travailliste (Lab), parti dirigé par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce, Eamon Gilmore, et membre de la coalition gouvernementale, et le Fianna Fail (FF), principal parti d'opposition dirigé par Micheal Martin, sont tous trois favorables à la ratification du pacte budgétaire européen.

« Nous bénéficions d'un programme d'aide ; par conséquent, les investisseurs actuels ou potentiels voient l'Irlande comme une partie de l'Europe. Ils veulent de la sécurité, de la clarté et être assurés de la capacité de Dublin de prendre des décisions. Plus tôt nous serons en mesure de leur donner un signal clair sur notre avenir, plus tôt nous verrons les investisseurs continuer ou commencer à investir en Irlande » répète Enda Kenny. Le Taoiseach (chef du gouvernement) sait combien ses compatriotes ont souffert et souffrent toujours de la grave crise économique qui a touché le pays : Dublin a connu 5 plans d'austérité depuis 2008. « Limiter le déficit public est l'un de nos grands défis actuels. Mais une fois que nous aurons

surmonté ce défi, nous pourrions investir dans les secteurs de l'emploi et de la croissance » a-t-il assuré, ajoutant « Le message que fera passer le vote « oui » est que l'Irlande est un pays ouvert et que le pire de nos difficultés sont désormais derrière nous ».

Micheal Martin (FF) a souligné que le pacte budgétaire européen « appartient à l'agenda de la croissance et de la création d'emplois ». « Le vote « oui » permettra à l'Irlande d'emprunter au meilleur prix et lui donnera accès à davantage de fonds pour nos services publics » a-t-il déclaré.

Du côté des opposants au traité, 3 partis sont représentés au Dail Eireann, chambre basse de l'Oireachtas (parlement) : le Sinn Fein (SF), parti nationaliste d'extrême gauche dirigé par Gerry Adams, le Parti socialiste (SP) de Joe Higgins et le mouvement du Peuple avant les profits (PBP), ces deux derniers sont regroupés au sein de l'Alliance de la gauche unie (UL). Dans le camp du « non » figurent également plusieurs députés indépendants ainsi que Declan Ganley, homme d'affaires millionnaire, fondateur de l'organisation Libertas qui affirme que « Voter « oui », c'est comme prendre un billet pour le Titanic ».

Pour le leader du Sinn Fein, Gerry Adams, le pacte budgétaire est un traité d'austérité. Selon lui, la ratification du texte condamnera l'Irlande à un « cycle continu de coupes dans les dépenses publiques et de hausses d'impôts », ce qui ne manquera pas « d'ouvrir une large fracture dans la société irlandaise ». Gerry Adams a demandé aux Irlandais de rejoindre leurs

homologues grecs en rejetant les politiques d'austérité qui ont échoué à résoudre la crise de la dette. « Un « non » puissant le 31 mai renforcerait tous ceux qui, ici en Europe, s'opposent aux politiques d'austérité » a-t-il déclaré.

« Le Sinn Fein est stratégiquement le parti le mieux placé au Parlement parce qu'il s'oppose à l'austérité et à l'Europe. Cela lui permet d'aspirer les votes de tous les mécontents » analyse Eoin O'Malley, politologue de l'université de Dublin. Hasard du calendrier : le parti nationaliste tient son Ardfeis (congrès) les 25 et 26 mai prochain, ce qui lui offre une tribune supplémentaire en plein cœur de la campagne référendaire.

Les Vrais Finlandais (PS), parti populiste et eurosceptique finlandais, et le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), parti anti-européen britannique, tous deux membres de la délégation du groupe

Europe liberté et démocratie (EFD) du Parlement européen, se sont invités dans la campagne du « non » en Irlande.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Millward Brown Lansdowne et publiée le 17 mai dernier par le quotidien The Irish Independent montre que 37% des Irlandais se déclarent prêts à voter en faveur de la ratification du pacte budgétaire européen tandis qu'un quart (24%) affirment qu'elles diront « non » au traité. Un tiers des personnes interrogées, soit un pourcentage élevé, sont toujours indécises.

« La partie sera très serrée » anticipe Charlie Flanagan, ancien président du groupe parlementaire du Fine Gael. « Le Fine Gael et le Parti travailliste ont à faire un véritable travail d'information qui demande une grande énergie et un engagement aussi important que celui que nous avons déployé pour les élections législatives » a-t-il ajouté.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.